

# Allocution de Fred van Leeuwen, au congrès de la CSQ

Québec, le 29 juin 2012

Cher(e)s collègues,

1. Je vous remercie beaucoup de m'offrir aujourd'hui, l'occasion de vous transmettre les salutations de vos collègues de l'Internationale de l'Éducation. Vos contributions à l'élaboration de nos politiques et de nos stratégies et l'aide que vous apportez à la réalisation des missions fondamentales de l'IE, sont d'un grand intérêt.

2. Je pense entre autres, aux combats que nous menons pour :

- la qualité de l'éducation publique pour tous ;
- la protection des droits et libertés professionnelles des enseignants ;
- la construction de syndicats de l'éducation, forts et indépendants, dans le monde.

3. Pour cela, je veux vous remercier toutes et tous, chaleureusement et, à cet instant, particulièrement, toi Réjean ! Au moment où tu vas quitter tes fonctions de

Président de la CSQ, je veux rappeler devant ton Congrès que, durant tes 9 années de mandat, ta voix s'est souvent élevée dans les instances de l'IE et a toujours eu de l'impact sur nos débats. Merci Réjean, et bonne chance pour une nouvelle vie qui t'offrira sans doute plus de sérénité que tu n'en as eue, ces dernières années !

4. Elles ont été difficiles et la situation actuelle l'est toujours. On a rarement eu des circonstances aussi défavorables sur le plan politique et économique qu'actuellement ! En clair : l'éducation publique est menacée, notre profession est malmenée de toutes parts et nos syndicats attaqués. Que ce soit dans les économies industrialisées, dans les démocraties émergentes ou dans les pays en développement, très nombreux sont les syndicats qui se battent contre les politiques néo-libérales.

5. En observant la situation de plus près, on voit bien que la plupart des États-membres de l'OCDE, qu'ils soient gouvernés par la gauche, le centre ou la droite, choisissent comme réponses à la crise de la dette, des plans d'austérité qui ralentissent la croissance, retardent la reprise et réduisent les dépenses publiques qui constituent le socle du bien commun.

6. Qui subit alors, les conséquences de telles mesures ? Les personnels de l'éducation, les étudiants, les élèves. Ceux-ci ne sont aucunement responsables de cette crise économique et financière provoquée par des banquiers et des politiciens, qui ne pensent qu'au pouvoir et à l'appât du gain. Ce n'est plus acceptable !

7. Une étude menée récemment par notre Comité Européen a mis en exergue les effets dévastateurs sur nos systèmes d'éducation publique tels que l'augmentation des heures de travail, le licenciement des enseignants, la réduction des salaires et des pensions, et la fermeture des établissements scolaires. Au plan mondial nous estimons qu'en 2012 et 2013, environ 300 000 enseignants vont perdre leur emploi, la majorité aux États-Unis et en Europe.

8. Parfois, je me demande qui gouverne nos pays ? Nos dirigeants élus ou les marchés financiers ?

9. Et pour corser le tout, on voit nos droits syndicaux se réduire dramatiquement. Oui, en temps de crise, la démocratie semble toujours la 1<sup>ère</sup> victime, même dans les pays qui pensent être les champions des droits de l'homme.

10. En disant cela, je pense aussi à vos voisins du sud ou dans quelques États nos collègues ont même perdu le droit de négociation.

11. C'est clair : La crise que nous vivons, n'est pas uniquement une crise économique, c'est aussi et surtout, une crise de confiance en nos dirigeants !

12. Partout où ils se réunissent, dans les instances de l'Union Européenne, dans les institutions financières internationales et dans d'autres forums internationaux, l'IE dénonce très fortement ces politiques destructrices qui ne répondent en rien, aux besoins sociaux des populations.

13. Il y a deux semaines, pendant le G20 à Mexico, j'ai présenté à la Directrice générale du FMI une étude faite par l'IE sur l'évasion fiscale des multinationales qui utilisent des niches fiscales et des paradis fiscaux pour se soustraire à l'impôt légal. Cette étude montre que nos États sont privés de 10 000 à 15 000 milliards de dollars américains ! J'ai suggéré à Madame Lagarde que le FMI aide prioritairement les États à combler ces failles plutôt que de les forcer à

prendre des mesures d'austérité déraisonnables. L'argent est là, mais pas au bon endroit !

14. Chers collègues, l'Organisation internationale du travail (OIT) a recensé 220 millions de travailleurs au chômage dont 90 millions de jeunes. Le pourcentage de la population qui vit sous le seuil de pauvreté est bien trop élevé aujourd'hui et 70 % des membres de l'IE en font partie.

15. Nous devons faire comprendre à tous les gouvernements autour de la planète, qu'investir dans l'éducation publique de qualité et la formation, **investir dans la jeunesse**, est la clé d'une reprise durable et d'une économie plus saine et plus juste, pour l'avenir.

16. Vous me permettez aussi de dire que votre gouvernement pourrait faire mieux. Les jeunes québécoises et québécois qui, aujourd'hui, réclament l'accessibilité et la démocratisation de l'enseignement supérieur ont raison. Ils connaissent, comme nous, les chiffres : pour 1 400 000 emplois à pourvoir, 70 % exigeront des diplômes supérieurs. C'est un véritable défi que doit

relever le Québec ; un défi qui va bien au-delà du secteur universitaire.

17. Le Québec qui a toujours investi dans une éducation de qualité, récolte aujourd'hui, des bénéfices en termes de réussite économique, mais aussi, en termes de qualité de vie. Je n'ai donc pas besoin de vous mettre en garde contre la tendance à la « mode » qui serait de privatiser ou même commercialiser l'éducation. On chercherait à les soumettre aux mécanismes du marché comme la concurrence, la performance, la sélection la rentabilité, l'évaluation, les mots clés du dictionnaire néolibéral.

18. Cela fait 2 années consécutives que l'IE avec l'OCDE a pris l'initiative d'ouvrir un dialogue international sur l'avenir de notre profession entre les ministres de l'Éducation et les organisations affiliées à l'IE de 23 pays, tous de pays bien classés dans l'évaluation « PISA » de l'OCDE. Vous y étiez !

19. Ce dialogue peut nous apporter une vision d'espoir pour notre profession qui est attaquée de toutes parts. Mais soyons clairs ! Le point de départ pour que ce dialogue existe, c'est la reconnaissance de notre profession.

Enseigner est un métier. Ce fait évident n'est plus reconnu dans un nombre croissant de pays. Nos collègues dans le monde anglo-saxon sont confrontés à une réelle déprofessionnalisation. Parfois, je pense que les enseignants risquent de devenir les sans-culottes de la révolution de l'éducation!

20. Nous sommes à un tournant de la vie de notre éducation nationale publique. Ou nous subissons ou nous passons à l'offensive ! Mais sachons que l'avenir de notre profession ne peut dépendre que de nous-mêmes ! L'Internationale de l'éducation compte en son sein 90 % de la profession enseignante. Ce front uni est une véritable force.

21. À travers le mouvement syndical, avec l'ensemble de la profession et l'opinion publique, nous pouvons trouver la force d'obliger nos élus à faire les bons choix. C'est en temps de crise que l'histoire se fait ! Oui, ensemble, nous sommes forts ! Mais nous avons besoin de plus de force encore, pour faire face à toutes ces attaques contre le service public d'éducation et contre les syndicats que nous sommes. Et, nous avons besoin de plus de force encore, pour élever « très haut » notre profession.

22. Nous avons besoin de retrouver confiance en elle et en nous-mêmes !

23. Nous savons qu'une éducation publique et la solidarité, sont, ensemble, deux armes puissantes : la solidarité entre les nations, la solidarité entre les syndicats, la solidarité entre les gens et une éducation publique de qualité pour tous, voilà notre défi.

24. Vous savez que vous pourrez toujours compter sur votre Internationale qui, elle, continuera à compter sur vous !